



**PRÉFÈTE  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale du Bas-Rhin  
14 rue du Bataillon de marche n°24  
BP 10001  
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 01/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SAS D. SPIELMANN**

20 rue des Frères Eberts  
67100 STRASBOURG

Références : 1198/AD/AG  
Code AIOT : 0006701198

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2024 dans l'établissement SAS D. SPIELMANN, implanté 20 rue des Frères Eberts 67100 Strasbourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre du suivi de mise en demeure du 14 septembre 2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS D. SPIELMANN
- 20 rue des Frères Eberts 67100 Strasbourg
- Code AIOT : 0006701198
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société D. SPIELMANN est spécialisée dans le transit de métaux ferreux et non ferreux, de déchets industriels banals et de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE). Elle est autorisée à exploiter ses installations au titre de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2008.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisées ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer, à la préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis, éventuellement, une modification de la rédaction de la prescription, par voie d'arrêté préfectoral, pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Règles d'exploitation - zones de risque	AP de Mise en Demeure du 14/09/2023, article 1 <sup>er</sup>	Levée de mise en demeure
2	Rubrique 2710 - formations	AP de Mise en Demeure du 14/09/2023, article 1 <sup>er</sup>	Levée de mise en demeure

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les actions correctives mises en œuvre répondent à l'arrêté préfectoral du 14 septembre 2023, mettant l'exploitant en demeure de respecter les prescriptions d'exploitation de ses installations.

De plus, l'exploitant a déposé, le 04 mars 2024, un dossier de demande d'autorisation environnementale suite à l'augmentation du volume de stockage de batteries usagées sur son site. Il satisfait ainsi à la mise en demeure du 14 septembre 2023, prescrivant le dépôt d'une demande d'autorisation pour régularisation.

Ces deux mises en demeure cessent donc de produire leurs effets.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Règles d'exploitation - zones de risque**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 14/09/2023, article 1 <sup>er</sup>
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Zones de dangers

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 1<sup>er</sup> : prescriptions à respecter</p> <p>La société SPIELMANN est mise en demeure, pour l'exploitation de ses installations situées 20 rue de Frères Eberts à Strasbourg de respecter, dans le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 14 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2008 et de l'annexe I, point 3.5, de l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 susvisés, reprises ci-après :</p> <p>« Article 14 :</p> <p><b>Article 14 - DÉFINITION DES ZONES DE DANGER</b></p> <p><i>L'exploitant détermine les zones de risque incendie et de risque explosion de son établissement. Ces zones sont reportées sur un plan qui est tenu régulièrement à jour et mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</i></p> <p><i>Les zones de risque incendie sont constituées de volumes où, en raison des caractéristiques et des quantités de produits présents même occasionnellement, leur prise en feu est susceptible d'avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement.</i></p> <p><i>Les zones de risque explosion sont constituées des volumes dans lesquels une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître de façon permanente, semi-permanente ou épisodique en raison de la nature des substances solides, liquides ou gazeuses mises en œuvre ou stockées.</i></p> <p><i>Ces risques sont signalés sur le site aux abords des zones concernées.»</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Trois zones à risque incendie et/ou d'explosion ont été définies par l'exploitant.</p> <p>Elles sont indiquées sur le plan d'intervention présent à l'entrée de l'établissement et signalisées aux abords des zones concernées.</p> <p>La mise en demeure peut être levée sur ce point.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>

## N° 2 : Rubrique 2710 - formations

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 14/09/2023, article 1<sup>er</sup></p>
<p><b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Formation du personnel</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 1<sup>er</sup> : prescriptions à respecter</p> <p>La société SPIELMANN est mise en demeure, pour l'exploitation de ses installations situées 20 rue de Frères Eberts à Strasbourg de respecter, dans le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 14 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2008 et de l'annexe I, point 3.5, de l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 susvisés, reprises ci-après :</p> <p>« Annexe I point 3.5 :</p> <p><b>3.5. Formations</b></p> <p><i>L'exploitant établit le plan de formation, propre à chaque agent affecté aux opérations de gestion de déchets et adapté à leur fonction. Ce plan comporte une phase d'évaluation et fait l'objet d'un certificat attestant des capacités et connaissances, et mentionnant la durée de validité de chaque formation suivie. L'exploitant assure la formation de tout le personnel (temporaire et permanent) appelé à travailler au sein de l'installation. Il veille également à ce que le personnel des prestataires, notamment des transporteurs, ait une formation adaptée. »</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté les attestations de formation spécifique à la manipulation et au stockage des batteries dont la validité court jusqu'au 16/11/2028, pour les 4 personnes travaillant au sein de l'entreprise.</p> <p>La mise en demeure peut être levée sur ce point.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>